

Analyse de l'apport des OPSN* des Hauts-de-France à la transformation numérique régionale et des synergies régionales possibles pour l'égalité numérique des territoires

Document de consolidation – Février 2021

**OPSN : Opérateur Public de Services Numériques*



PARIS – LYON – BRUXELLES – Infhotep.com - [@infhotep](https://twitter.com/infhotep)





Programme

Panorama des OPSN _____ 3

Synthèse des entretiens _____ 9

Résultats de l'enquête _____ 12



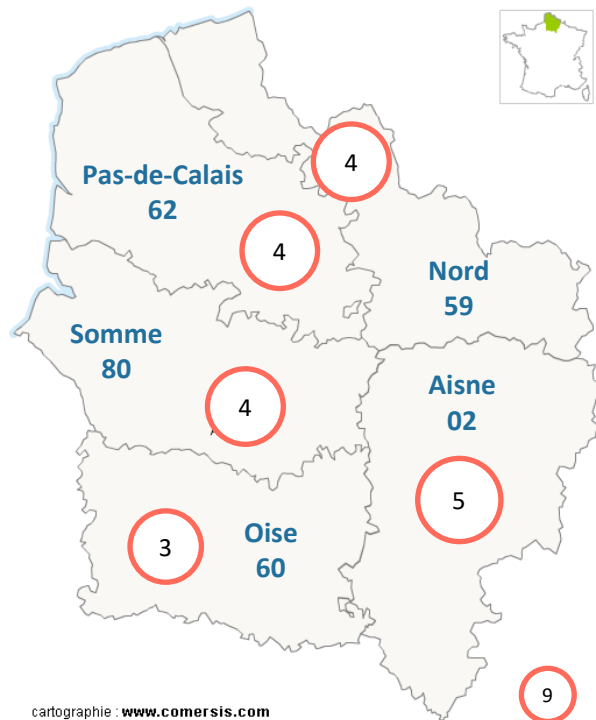
Panorama des OPSN

Les départements de la Région des Hauts-de-France sont **couverts par 9 OPSN** : l'Adica, l'Adico, Cap'Oise, La Fibre 59/62, Somme Numérique, le CDG59, le CDG62, RVVN et la SPL XDemat.

Nombre d'OPSN actifs par département :

- Aisne (5) : ADICA, ADICO, Cap'Oise, SPL XDemat, RVVN
- Pas-de-Calais (4) : CDG62, Cap'Oise, NPDC Numérique, RVVN
- Nord (4) : CDG59, NPDC Num, Cap'Oise, RVVN
- Somme (4) : Somme Numérique, Adico, Cap'Oise, RVVN
- Oise (3) : ADICO, Cap'Oise, RVVN

D'une façon générale, les OPSN des Hauts-de-France peuvent **toucher toutes les collectivités de la Région**.



9

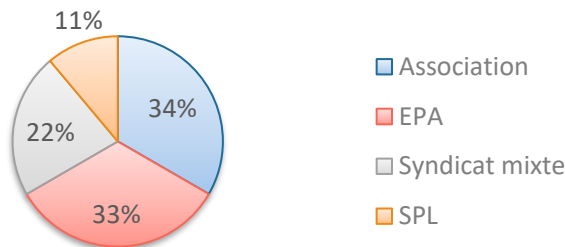
Nombre d'OPSN actifs par département

**Données ne tenant pas compte de RVVN*

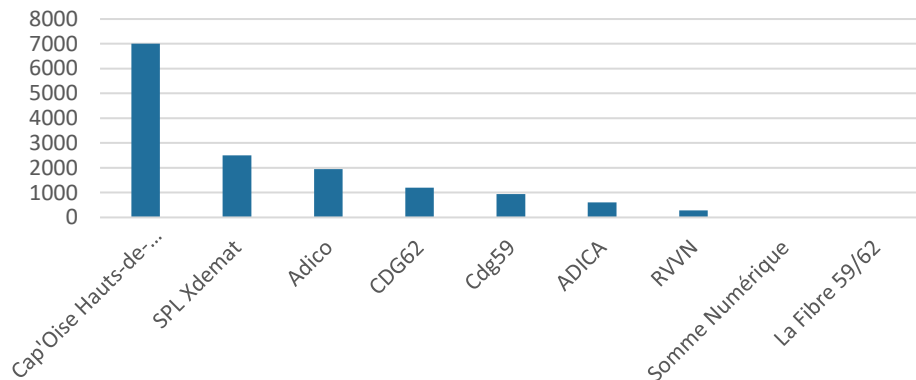
Les OPSN dans les HDF, à l'image de la diversité nationale

L'hétérogénéité des structures de mutualisation dans les HDF est à l'image de la diversité observée au niveau nationale

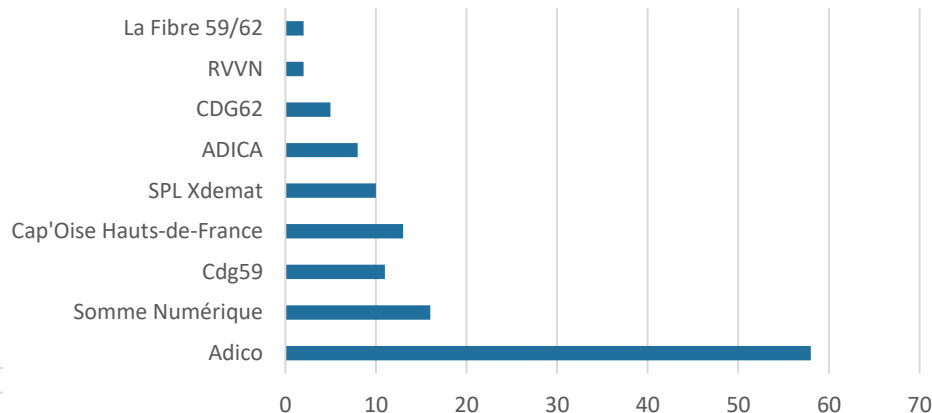
Forme juridique



Nombre d'adhérent/bénéficiaires



Nombre d'agents dédiés au numérique :

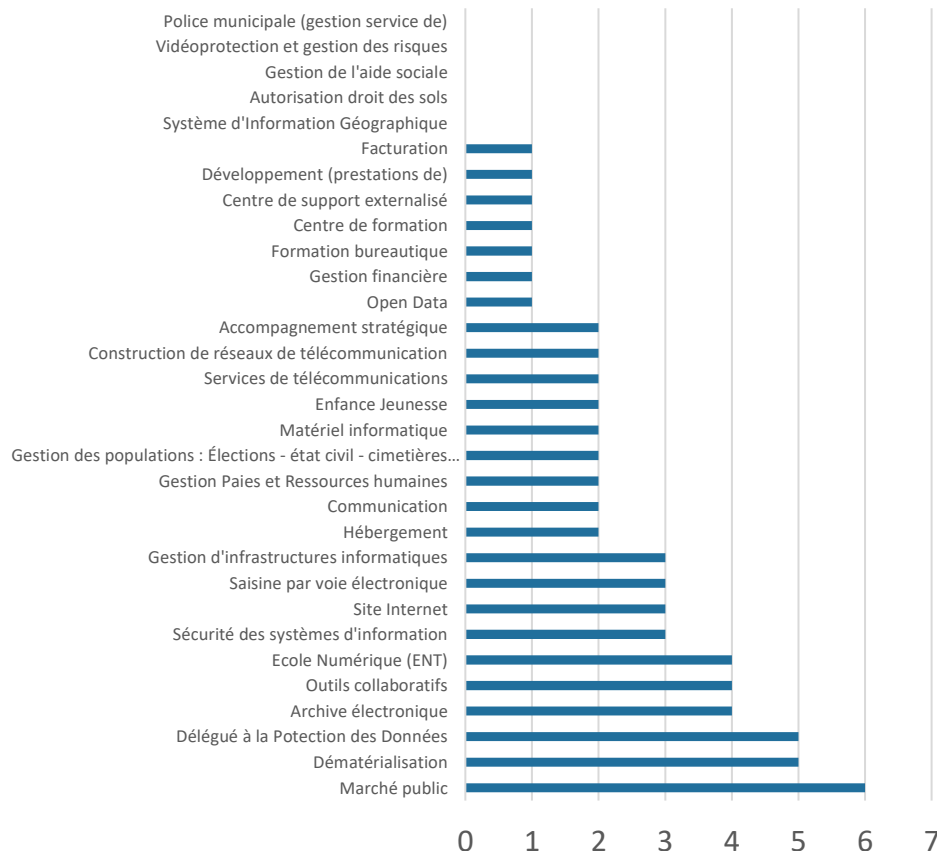


- Au total, **135 agents oeuvrent pour le développement du numérique** au travers de structures de mutualisation dans les Hauts-de-France
- Les OPSN disposent de 2 à 60 agents dédiés au numérique, avec une **moyenne de 15** (au niveau national, la moyenne est de 22).

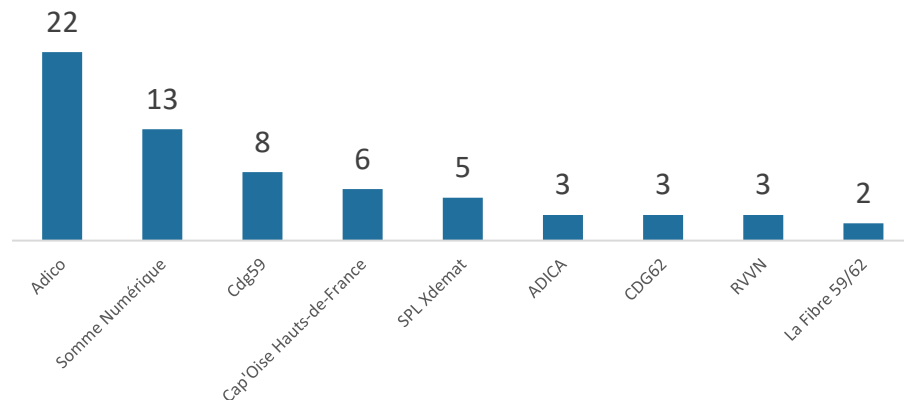


Offre de services au niveau régional

Nombre d'OPSN par métier



Nombre de métiers par OPSN*



De 2 à 22 métiers couverts, avec une moyenne de 7 (au niveau national 14), nous pouvons distinguer les OPSN « spécialisés » (ADICA, CDG62, La Fibre 59/62), RVVN, et les « polyvalents » (Somme numérique, Adico, CDG59).

- **Au total, 26 services sur les 31 identifiés au niveau national sont proposés**
- **Certaines offres sont couvertes par un large nombre d'acteurs** : Marchés publics (6), DPD et Dématérialisation (5), Archivage Electronique et Ecole Numérique (4), Outils collaboratifs, gestion d'infrastructure, SVE, SSI (3)...
- **Certaines offres très déployées au niveau national ne sont que très peu proposées dans les HDF**, notamment les **logiciels métier** (enfance Jeunesse, gestion des populations, gestion financière, gestion paie et RH, gestion de l'aide sociale, SIG...) ou certaines prestations (hébergement, centre de formation) .
- **Certaines offres ne sont pas du tout couvertes** : Police municipale, SIG, Autorisation droit des sols, vidéoprotection.

Zoom sur les services proposés par département et par OPSN

Pas-de-Calais (62) : 13 services

- **Cap'Oise** : Centrale d'achat, Marchés publics, SSI, Matériel informatique, services de télécommunication, gestion d'infrastructures informatiques
- **CDG62** : DPD, Dématérialisation, marchés publics
- **Le Fibre 59/62** : Construction de réseau de fibre, Ecole Numérique
- **RVVN** : Site Internet, outils collaboratifs, Enfance Famille, (+ GRU, démocratie participative, alertes SMS/mail)

Nord (59) : 16 services

- **Cap'Oise** : Centrale d'achat, Marchés publics, SSI, Matériel informatique, services de télécommunication, gestion d'infrastructures informatiques
- **CDG59** : Archivage électronique, DPD, dématérialisation, gestion paie et RH, Marchés publics, outils collaboratifs, Sécurité des systèmes d'information, Saisine par Voie Electronique
- **La Fibre 59/62** : Construction de réseau de fibre, Ecole Numérique
- **RVVN** : Site Internet, outils collaboratifs, Enfance Famille, (+GRU, démocratie participative, alertes SMS/mail)

Aisne (02) : 17 services

- **Cap'Oise** : Centrale d'achat, Marchés publics, SSI, Matériel informatique, services de télécommunication, gestion d'infrastructures informatiques
- **Adico** : DPD, SSI
- **Adica** : Ecole Numérique, DPD, Accompagnement stratégique
- **SPL Xdemat** : Archivage électronique, dématérialisation, Marchés publics, gestion des populations, SVE
- **RVVN** : Site Internet, outils collaboratifs, GRU, Enfance Famille, (+démocratie participative, alertes SMS/mail)

Oise : 24 services

- **Adico** : Accompagnement stratégique, archivage électronique, centrale d'achat, centre de formation, communication, DPD, dématérialisation, Développements, école numérique, enfance jeunesse, Facturation, Formation bureautique, gestion d'infrastructures informatiques, gestion des populations, gestion financière, gestion paie et RH, marchés publics, Matériel informatique, Open Data, Outils collaboratifs, SSI, Site Internet, Saisine par Voie Electronique,
- **Cap'Oise** : Centrale d'achat, Marchés publics, SSI, Matériel informatique, services de télécommunication, gestion d'infrastructures informatiques
- **RVVN** : Site Internet, outils collaboratifs, Enfance Famille, (+GRU, démocratie participative, alertes SMS/mail)

Somme : 18 services

- **Somme Numérique** : Accompagnement stratégique, Archivage électronique, Centre de support externalisé, Communication, Construction de réseaux de télécommunication, DPD, Dématérialisation, Ecole Numérique, Gestion d'infrastructures informatiques, hébergement, marchés publics, outils collaboratifs, services de télécommunication, site internet
- **Cap'Oise** : Centrale d'achat, Marchés publics, SSI, Matériel informatique, services de télécommunication, gestion d'infrastructures informatiques
- **Adico** : DPD
- **RVVN** : Site Internet, outils collaboratifs, Enfance Famille, (+GRU, démocratie participative, alertes SMS/mail)

Synthèse des services proposés par département

- > En orange sont indiqués les cas où un service n'est pas proposé dans le département ou sur la région entière
- > En bleu sont indiqués les cas où un service est proposé par plusieurs OPSN sur un département
- > Ce graphique permet d'identifier les absences de service sur la Région, les départements, ainsi que les « doublons » par département.

Métier	62 (Pas-de-Calais)	59 (Nord)	02 (Aisne)	60 (Oise)	80 (Somme)	Total
Autorisation droit des sols	0	0	0	0	0	0
Gestion de l'aide sociale	0	0	0	0	0	0
Police municipale (gestion service de)	0	0	0	0	0	0
Système d'Information Géographique	0	0	0	0	0	0
Vidéoprotection et gestion des risques	0	0	0	0	0	0
Facturation	0	0	0	1	0	1
Gestion financière	0	0	0	1	0	1
Hébergement	0	0	0	0	1	1
Centre de support externalisé	0	0	0	0	1	1
Centre de formation	0	0	0	1	0	1
Développement (prestations de)	0	0	0	1	0	1
Formation bureautique	0	0	0	1	0	1
Open Data	0	0	0	1	0	1
Gestion des populations	0	0	1	1	0	2
Gestion Paies et Ressources humaines	0	1	0	1	0	2
Saisine par voie électronique	0	1	1	1	0	3
Accompagnement stratégique	0	0	2	1	1	3
Communication	0	0	1	1	1	3
Construction de réseaux de télécommunication	1	1	0	0	1	3
Archive électronique	0	1	1	1	1	4
Enfance Jeunesse	1	1	1	2	1	5
Outils collaboratifs	1	2	2	1	2	5
Site Internet	1	1	1	2	2	5
Gestion d'infrastructures informatiques	1	1	1	2	2	5
Services de télécommunications	1	1	1	1	1	5
Ecole Numérique (ENT)	1	1	1	1	1	5
Sécurité des systèmes d'information	1	2	2	2	1	5
Marché public	2	2	2	2	2	5
Matériel informatique	1	1	1	2	1	5
Centrale d'Achat	1	1	1	2	1	5
Délégué à la Protection des Données	1	1	2	1	2	5
Dématérialisation	1	1	1	1	1	5
Nombre de métiers couverts	13	16	17	24	18	24



Synthèse des entretiens

Synthèse des entretiens (fiches disponibles en annexe)

Un impact du COVID significatif sur la demande de services visio et d'outils de travail collaboratif

Des coopérations actives entre OPSN de la Région... et au-delà

- Partenariat Somme Numérique/CDG59/CDG62 pour la plateforme de marchés publics
- Partenariat Somme Numérique/ADICO et ADICA/ADICO sur la prestation DPO
- Plusieurs acteurs de la Région interviennent sur d'autres territoires (ADICO, CDG59), ou sont mutualisés à une échelle inter-régionale (Xdemat)

Actions coordonnées au niveau régional

- Inclusion Numérique : pris en charge dans le cadre du « G6 » (coordination entre la Région et les Départements). Les Conseils Départementaux s'en sont emparés. Somme Numérique développe un service dédié aux agents.
- Groupement de commandes ENT piloté par la Région

Nouveaux Besoins identifiés

- Systèmes d'information géographique – à décliner au service de chaque EPCI et collectivité, au-delà de la mutualisation de l'acquisition de fonds de plan engagée à l'échelle régionale
- Plateforme régionale de données
- Prestations avancées d'hébergement (extension de l'offre de Somme Numérique)
- Outils de gestion de la relation citoyens
- Communication horizontale entre collectivités

Perspectives de travail en commun

- Développer les achats groupés (exemple de la plateforme ATEXO utilisé par les CDG 59 et 62, en groupement avec Somme Numérique)
- Développer des offres « packagées », s'appuyant sur la centrale d'achats Cap'Oise par exemple pour l'acquisition de volumes importants de matériels ou de licences, ou sur l'infrastructure de données de Somme Numérique
- Besoin d'inclure les OPSN dans les schémas de développement de la Région, qui travaille prioritairement avec les EPCI
- Assurer une meilleure complémentarité avec le réseau des « numériciens » coordonné par la Région dans les EPCI
- Proposition de schéma de coopération pour le développement de nouveaux services
- Engager la Région à financer des infrastructures et plateformes mutualisées dans le cadre du plan de relance



III. Résultats de l'enquête



- L'enquête nommée « **Numérique et mutualisation dans les Hauts-de-France : la grande enquête** » a été publiée du 3 décembre 2020 au 18 janvier 2021 sur l'outil Typeform.
- Cette enquête a pour ambition de **contribuer à l'objectif de produire des services publics numériques de qualité** en analysant la contribution des OPSN sur le territoire des Hauts-de-France, ainsi que les besoins exprimés par les territoires sur le sujet.
- **488 personnes ont rempli l'enquête**. 1 086 l'ont démarré, le taux de complétion est donc de 44,9%.
- Le temps moyen pour la remplir était **de 21:08 minutes**.
- Certaines limites sont importantes à avoir en tête :
 - Les répondants sont des **personnes physiques** et non des personnes morales, il y a donc la présence possible, mais très faible, de doublons
 - Les réponses sont basées sur la **connaissance des répondants** (et leur compréhension de la question)
 - Les réponses n'étant pas obligatoires, les **données en % ne tiennent pas compte des personnes qui n'ont pas répondu aux questions**. Ainsi, chaque échantillon de réponse est différent.





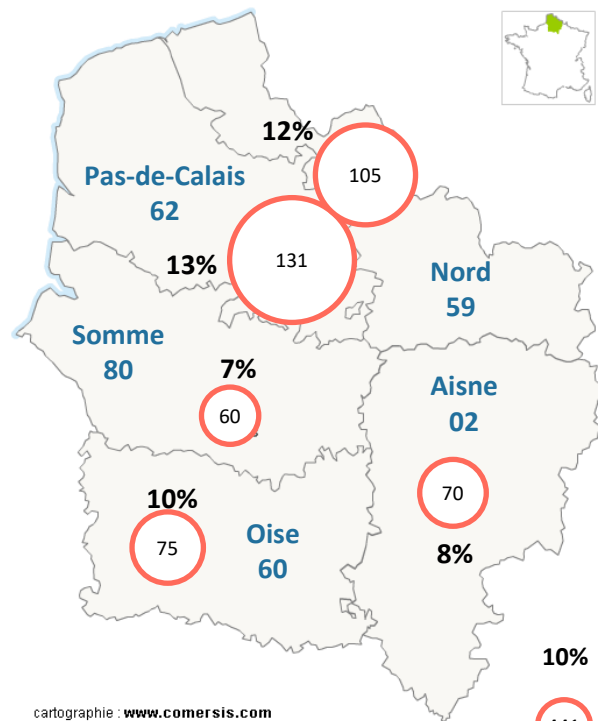
III. Résultats de l'enquête

1. Qui sont les répondants ?



Localisation et représentativité des répondants

Des disparités départementales, mais une bonne représentativité globale

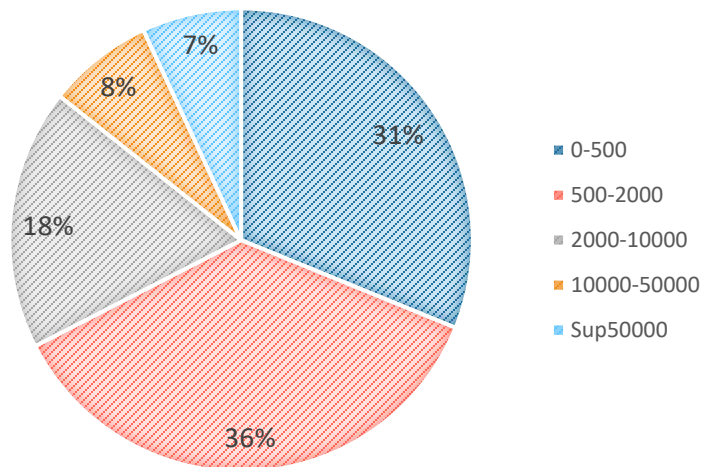


- > **Les Hauts-de-France** comptent 5 départements, 90 EPCI et 3789 communes. Parmi celles-ci, **3243 comptent moins de 2000 habitants, soit 85%**.
- > **441 collectivités** ont répondu en **indiquant leur département**. Les répondants se situent, par ordre décroissant, dans le Pas-de-Calais, le Nord, l'Oise, l'Aisne, et la Somme.
- > 376 communes ont répondu en indiquant leur département, soit **10% des communes des Hauts-de-France**, ce qui est un très bon score, et témoigne de la bonne représentativité des répondants de cette enquête à la réalité territoriale.
- > A lui seul, ce chiffre démontre la **capacité de communication et de mobilisation des OPSN** envers les collectivités.

Qui sont les répondants ? (1/2)

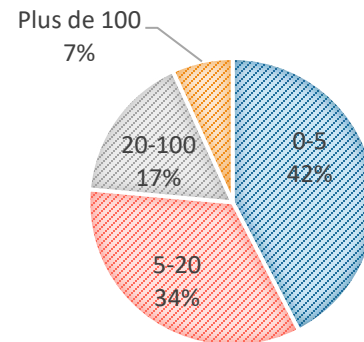
Majoritairement des communes de moins de 2000 habitants

COMBIEN D'HABITANTS COMPTE LE
TERRITOIRE DE VOTRE COLLECTIVITÉ
?



- > Conformément à la réalité territoriale des Hauts-de-France, les répondants travaillent **majoritairement dans de petites collectivités de moins de 2000 habitants** (67%), et 31% dans une mairie de moins de 500 habitant. La médiane est de **924 habitants**.
- > 42% travaillent dans une **mairie de moins de 5 agents**, trois sur quatre dans une collectivité de moins de 20. La médiane est de **7 agents**.

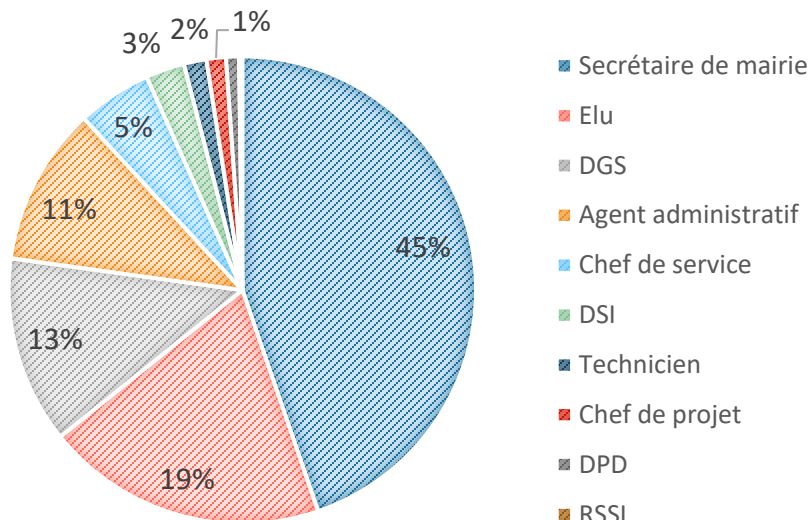
COMBIEN D'AGENTS COMPTE VOTRE
COLLECTIVITÉ ?



Qui sont les répondants ? (2/2)

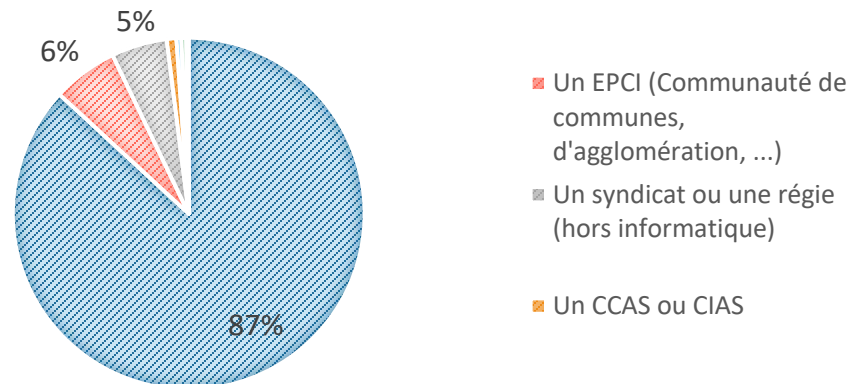
Majoritairement des secrétaires et DGS de communes

QUELLE EST VOTRE FONCTION ?



- > Les répondants sont **principalement des secrétaires de mairie et DGS** (58%), ayant donc une **vision transversale sur leur collectivité**, sans être spécialiste du numérique.
- > A noter la présence de **19% d'élus**, soit un répondant sur cinq.
- > **La très grande majorité (87%) des répondants travaillent dans une mairie**. Le reste se répartissant dans les EPCI (6%), syndicat et régie hors informatique (5%), et CCAS et SMI (2%).

VOUS TRAVAILLEZ DANS...



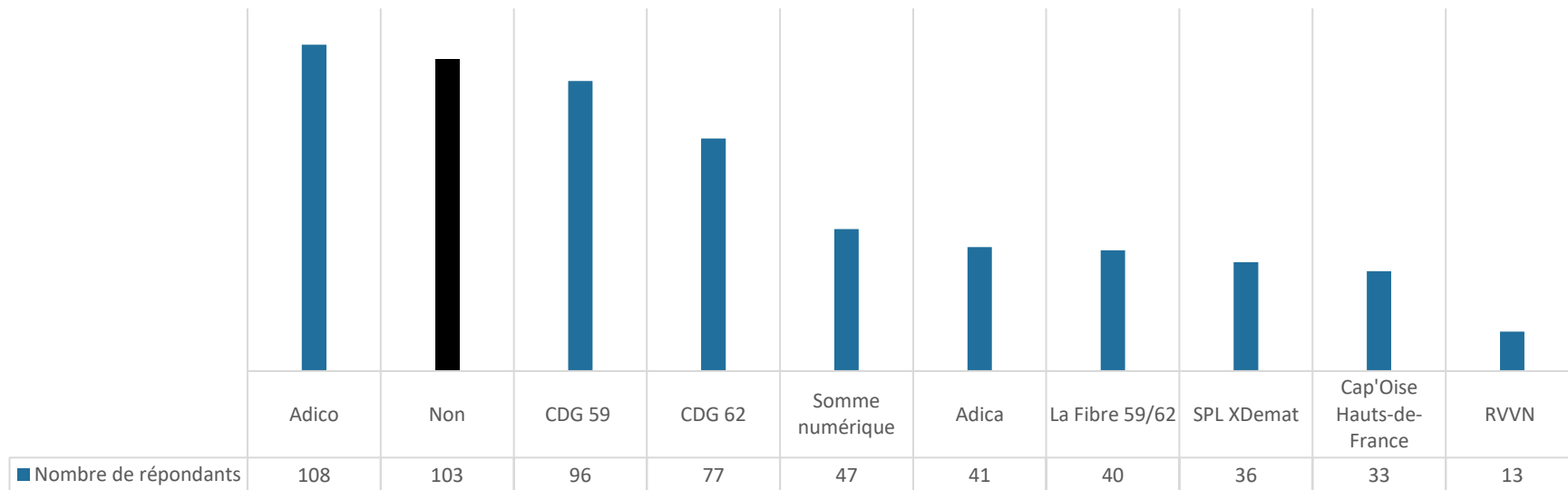


III. Résultats de l'enquête

2. Satisfaction et utilisation des services



« Votre structure utilise-t-elle les services d'un ou plusieurs Opérateurs publics de services numériques ? »



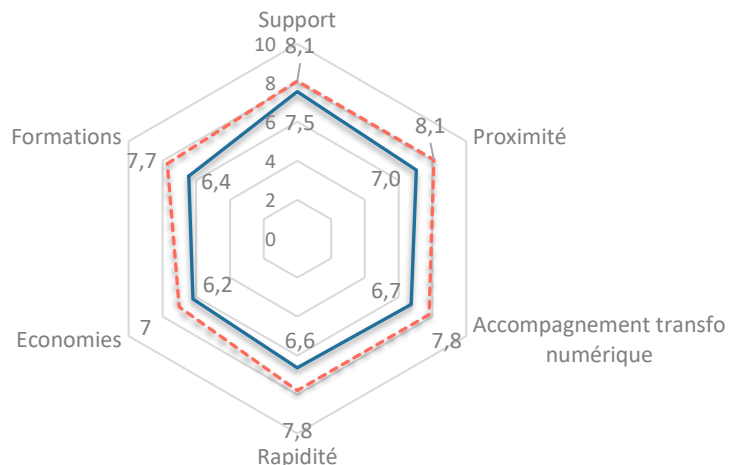
> **72% des répondants utilisent les services d'au moins un OPSN**, soit 351 répondants.

> Les répondants utilisateurs d'un OPSN utilisent **en moyenne les services de 1,4 OPSN**.

> Pour les slides suivantes, l'influence des OPSN est analysée à travers la comparaison entre l'échantillon de répondants ayant répondu « non » à cette question, et ceux ayant indiqué utiliser les services d'au moins un OPSN.

Satisfaction des répondants

—●— Région HDF - - -●- - - France entière



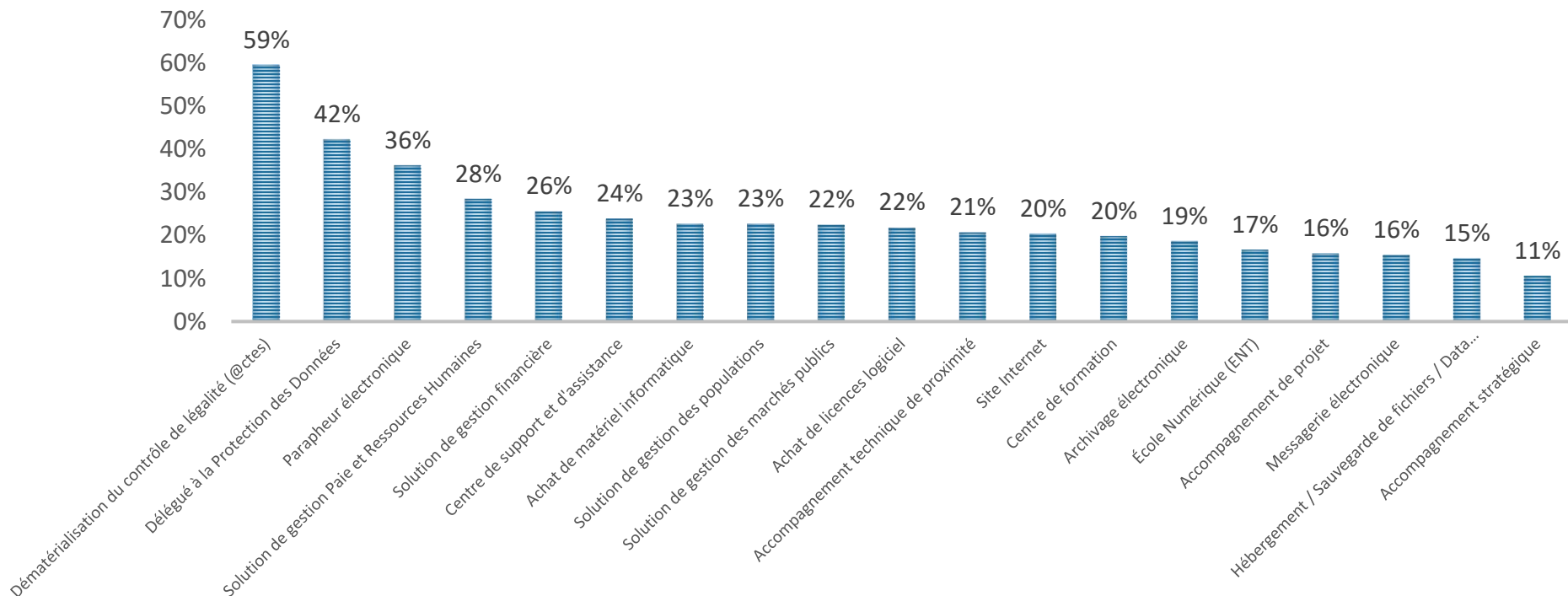
Rappel des questions posées :

- > Êtes-vous satisfait du support de votre structure de mutualisation informatique ?
- > Diriez-vous que vous bénéficiez d'un accompagnement de proximité grâce à votre structure de mutualisation informatique ?
- > Diriez-vous que votre structure de mutualisation informatique vous accompagne dans la transformation numérique de votre structure ?
- > Diriez-vous que votre structure de mutualisation informatique permet de déployer plus rapidement des services ou logiciels ?
- > Diriez-vous que votre structure de mutualisation informatique vous fait faire des économies ?
- > Êtes-vous satisfait des formations proposées par votre structure de mutualisation informatique ?

- > Les répondants **notent de façon positive leurs OPSN**, avec une moyenne de 6,8/10 à l'ensemble des questions posées.
- > Attention toutefois, la **moyenne est inférieure d'un point à celle constatée à l'échelle nationale**.
- > Les points sur lesquels l'attention doit se porter sont principalement les **économies générées pour les adhérents** (6,2/10) et la **qualité des formations** (6,4)

Services utilisés par les répondants (>10%)

« Quels sont les services proposés par votre structure de mutualisation informatique que vous utilisez actuellement ? »



Services utilisés par les répondants (2/2)

Approche par département et analyse des résultats

> Les utilisateurs de services d'OPSN utilisent en moyenne **5 services chacun**.

> Les trois grands services utilisés sont **@ctes (59%), le DPD mutualisé (42%), et le parapheur électronique (36%)**.

> L'utilisation de **logiciels mutualisés** est fortement présent dans le « top 10 » : parapheur électronique (36%), RH (28%), GF (26%), gestion des populations (23%), marchés publics (22%)

> Les **solutions tournées vers les citoyens** (GRU, Enfance/Famille, Inclusion, Open Data) **ne sont que très marginalement utilisées**.

> La déclinaison des résultats par département permet de faire apparaître les **cas où les services sont proposés, mais peu utilisés par les répondants**. La grande proportion d'utilisation des services proposés dans le 60 est notable.

> De façon locale, certaines opportunités de progression sont ainsi importantes à souligner :

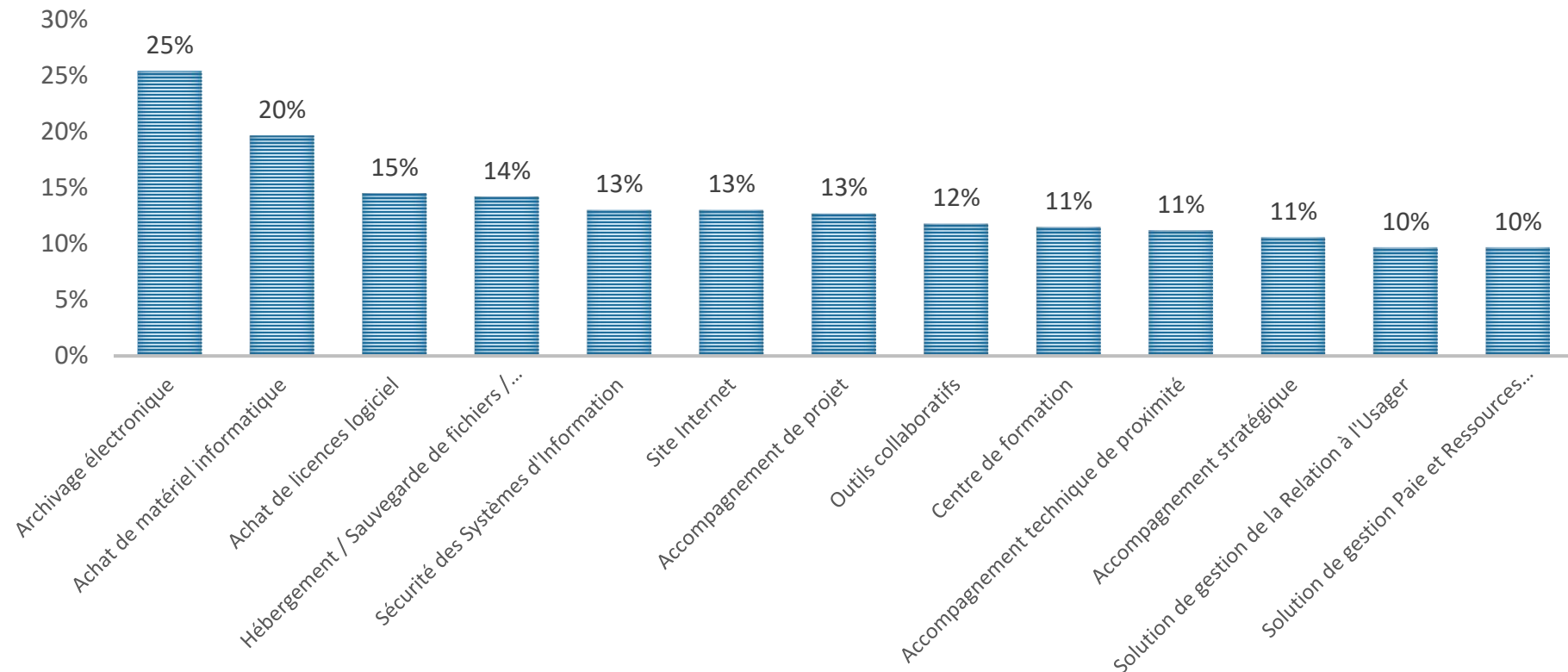
- Le 62 pour le service de dématérialisation des actes ;
- Le 02 et le 80 sur l'utilisation des services de DPD mutualisé
- L'Open Data dans le 60, la SSI et l'achat de licences logiciel dans la majorité des départements excepté le 60.

Service	02	59	60	62	80	HDF	
Dématérialisation du contrôle de légalité	51%	77%	81%	31%	60%	59%	
Délégué à la Protection des Données	23%	42%	53%	51%	26%	42%	
Parapheur électronique	26%	19%	74%	10%	63%	36%	
Solution de gestion Paie et Ressources Humaines	26%	16%	81%	18%	9%	28%	
Solution de gestion financière	21%	10%	73%	16%	9%	26%	
Centre de support et d'assistance	15%	13%	61%	13%	14%	24%	
Achat de matériel informatique	11%	7%	74%	7%	7%	23%	
Solution de gestion des populations	30%	7%	71%	13%	7%	23%	
Solution de gestion des marchés publics	11%	28%	26%	22%	12%	22%	
Achat de licences logiciel	6%	17%	79%	3%	5%	22%	
Accompagnement technique de proximité	15%	20%	35%	16%	19%	21%	
Site Internet	9%	16%	37%	13%	30%	20%	
Centre de formation	2%	25%	44%	22%	5%	20%	
Archivage électronique	26%	17%	32%	4%	16%	19%	
École Numérique (ENT)	26%	10%	18%	1%	30%	17%	
Accompagnement de projet	26%	10%	23%	13%	12%	16%	
Messagerie électronique	17%	7%	26%	9%	14%	16%	
Hébergement / Sauvegarde de fichiers / Data	2%	9%	37%	9%	16%	15%	
Accompagnement stratégique	6%	9%	23%	6%	9%	11%	
Sécurité des Systèmes d'Information	0%	6%	21%	4%	2%	7%	
Solution Enfance / Famille	0%	4%	13%	4%	0%	5%	
Solution de gestion de la Relation à l'Usager	4%	3%	8%	0%	2%	4%	
Système d'Information Géographique	4%	3%	3%	1%	5%	3%	
Objets connectés	2%	0%	6%	0%	0%	2%	
Outils collaboratifs	0%	1%	3%	0%	2%	2%	
Médiation et inclusion numérique des citoyens	0%	3%	5%	1%	0%	2%	
Plateforme d'Open Data	0%	3%	3%	0%	2%	2%	
Laboratoire d'innovation	0%	0%	0%	0%	0%	0%	

Services utilisés par les utilisateurs de services des OPSN, en % par département / En rouge les services qui sont censés ne pas être proposés dans le département

Besoins non couverts par les SMI (>10%)

« Quels seraient vos besoins non couverts par votre structure de mutualisation informatique actuellement ? »



Besoins non couverts par les SMI par département – en %

Approche par département et analyse des résultats

> Les **besoins « socles »** demeurent encore sollicités par les **collectivités** : achat de matériel informatique (20%), de licences logiciel (15%), hébergement et sauvegarde de fichiers (15%), Sécurité des Systèmes d'Information et site internet (13%).

> Certains services, pourtant disponibles, **apparaissent comme des besoins non couverts** : l'archivage électronique arrive en tête des demandes, l'achat de matériel informatique et de licences logiciel, la Sécurité des Systèmes d'Information, l'accompagnement de projet et l'accompagnement technique de proximité, ou encore l'ENT.

> Certaines demandes **sont au contraire non traitées et pourraient bénéficier d'une approche collective** : l'hébergement et sauvegarde de fichiers, la réalisation de site Internet, la formation, une solution de GRU, de SIG, ou encore le déploiement d'objets connectés.

> L'analyse des données par département permet de faire ressortir **des opportunités plus locales** :

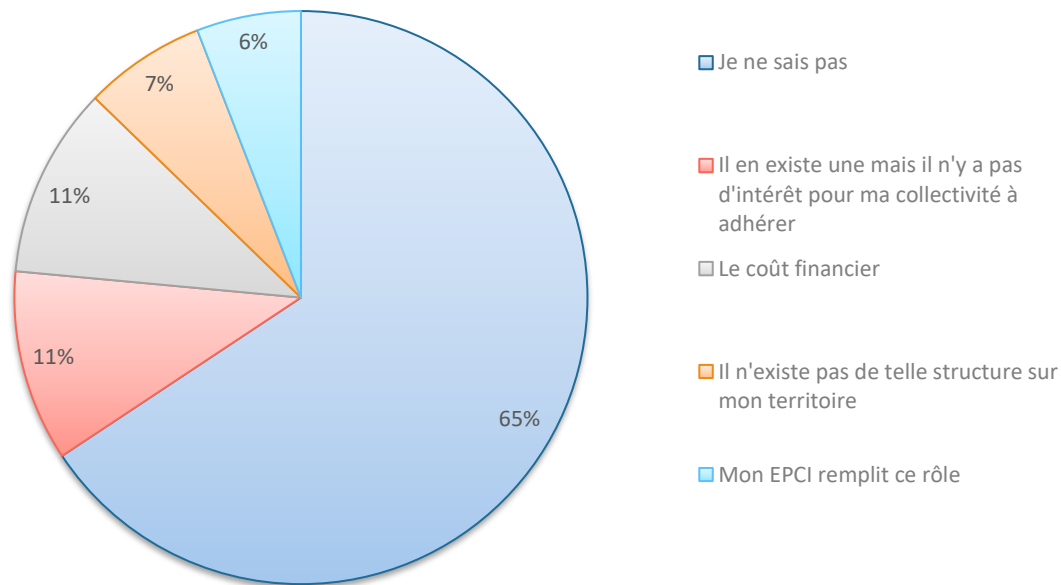
- Le Centre de formation pour le 02 (23% des demandes)
- L'archivage électronique et l'achat de matériel informatique pour le 59 et le 62 (respectivement 33/30% et 22%)
- L'achat de matériel informatique pour le 80 (35% des demandes)

Service	02	59	60	62	80	HDF	1
Archivage électronique	17%	33%	16%	30%	19%	24%	
Achat de matériel informatique	15%	22%	0%	22%	35%	19%	
Achat de licences logiciel	11%	19%	2%	12%	16%	14%	
Hébergement / Sauvegarde de fichiers / Data	11%	19%	5%	12%	12%	14%	
Sécurité des Systèmes d'Information	4%	14%	11%	16%	7%	12%	
Site Internet	9%	17%	11%	12%	16%	12%	
Accompagnement de projet	6%	19%	11%	12%	14%	12%	
Outils collaboratifs	15%	13%	5%	7%	2%	11%	
Centre de formation	23%	4%	8%	10%	9%	11%	
Accompagnement technique de proximité	13%	14%	8%	10%	0%	11%	
Accompagnement stratégique	4%	12%	11%	7%	2%	10%	
Solution de gestion de la Relation à l'Usager	9%	12%	5%	6%	9%	9%	
Solution de gestion Paie et RH	9%	10%	2%	12%	5%	9%	
Objets connectés	0%	10%	15%	1%	2%	8%	
Parapheur électronique	4%	12%	2%	10%	0%	8%	
Solution de gestion des populations	9%	6%	8%	9%	9%	8%	
Système d'Information Géographique	4%	9%	6%	6%	7%	8%	
Médiation et inclusion numérique des citoyens	4%	3%	8%	4%	12%	7%	
Plateforme d'Open Data	0%	12%	6%	9%	0%	7%	
Messagerie électronique	4%	12%	6%	9%	5%	7%	
Dématérialisation du contrôle de légalité	11%	3%	0%	12%	2%	7%	
École Numérique	9%	12%	5%	6%	0%	7%	
Solution de gestion des marchés publics	4%	3%	10%	13%	2%	7%	
Solution de gestion financière	11%	7%	0%	6%	5%	6%	
Centre de support et d'assistance	9%	7%	2%	7%	2%	6%	
Délégué à la Protection des Données	11%	4%	3%	4%	7%	5%	
Solution Enfance / Famille	4%	6%	5%	6%	7%	5%	
Laboratoire d'innovation	2%	3%	6%	1%	2%	5%	

Services demandés par les utilisateurs de services des OPSN, en % par département / En rouge les services qui ne sont pas proposés dans le département

Questions posées aux non adhérents (137 répondants)

« Pourquoi votre organisation n'est-t-elle pas adhérente d'une structure de mutualisation informatique ? »



> Les personnes interrogées dont la structure n'est pas membre d'un OPSN indiquent à **plus de deux sur trois qu'ils ne savent pas pourquoi.**

> 7% indiquent qu'il n'existe pas de telle structure sur leur territoire.

> 11% indiquent le **coût financier comme frein**, et 6% que **leur EPCI remplit le rôle d'un SMI.**

> Un travail de **communication et d'adaptation de l'offre à ces structures** permettrait de les toucher plus largement.

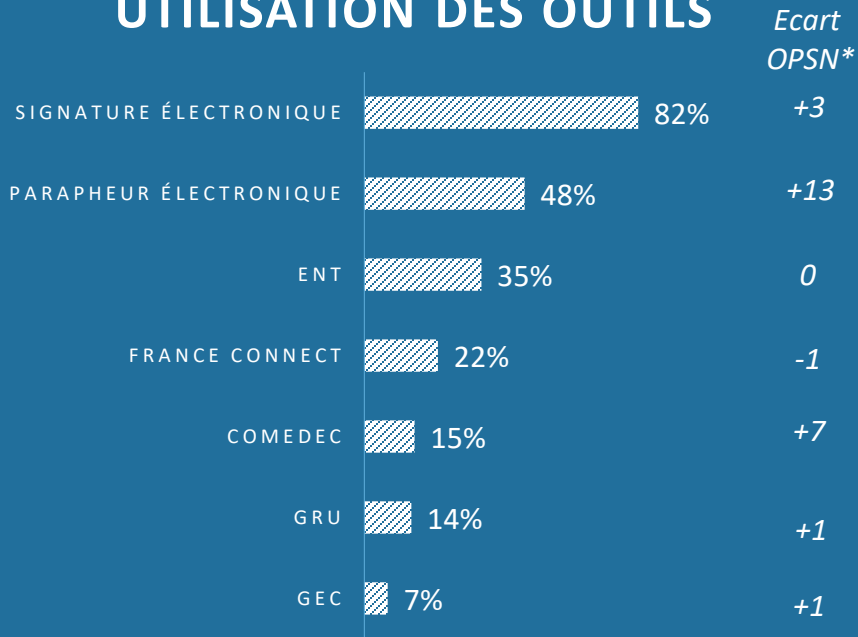


III. Résultats de l'enquête

3. Analyse des réponses par thématique

% de répondant indiquant utiliser les outils suivants dans leur collectivité (Env. 450 répondants par question) et comparaison entre utilisateurs des OPSN ou non

UTILISATION DES OUTILS



> La dématérialisation n'est que **très inégalement avancée dans les collectivités**. Si la signature électronique et le parapheur électronique sont aujourd'hui largement répandue, le reste des outils ne sont que peu utilisés. A noter la performance de France Connect qui, s'il est un service récent, commence à être assez relativement répandu.

> L'appartenance à un SMI un **effet hétérogène sur la dématérialisation** des collectivités interrogées, mais toujours dans le sens de meilleurs résultats. Il fait très nettement **augmenter le taux d'utilisation du parapheur électronique (+13 points) et de COMEDDEC + 7 points**), et favorise l'utilisation de la signature électronique de 3 points de la GEC d'un point. Il n'a pas d'influence sur les autres outils.

> Les répondants indiquent que l'avancement de la dématérialisation est **peu avancé dans leur collectivité**, avec une **moyenne de 5,9, soit une différence à la baisse de 0,4 points avec le niveau national**.

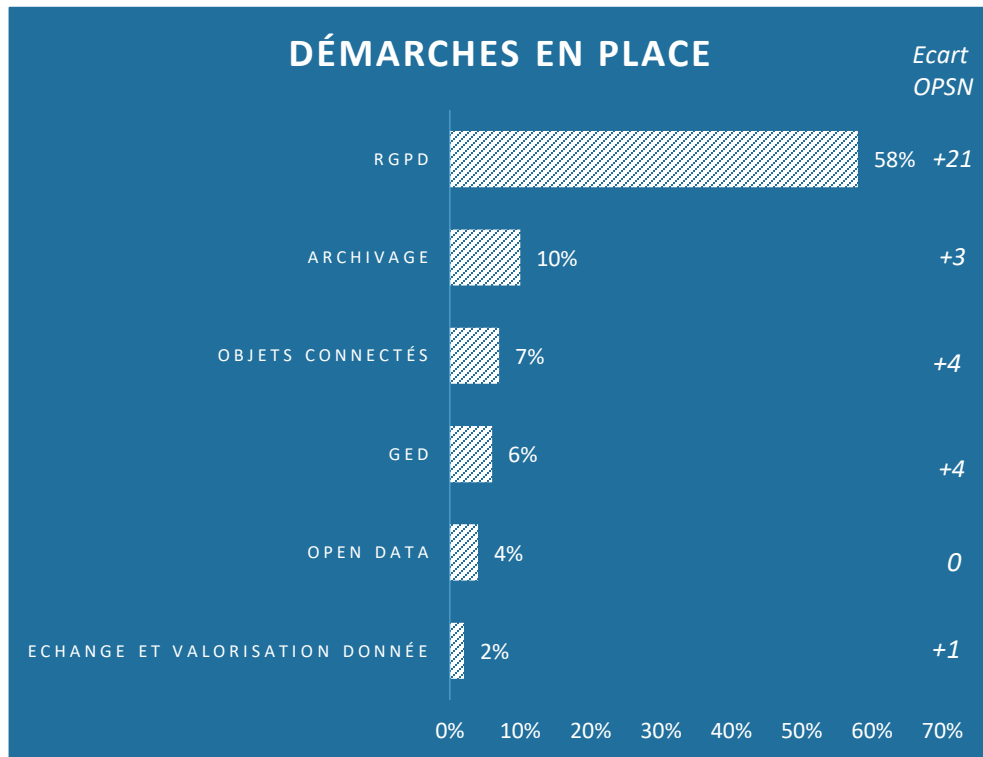
* Par exemple, si en moyenne 15% des répondants utilisent COMEDDEC, ce taux est de 10% pour les « non adhérents » et 17% pour les « adhérents à un OPSN » (+7).

% de répondant indiquant avoir mis en place les démarches suivantes dans leur collectivité et comparaison entre utilisateurs des OPSN ou non

> Hormis la protection des données personnelles, portées par les obligations du RGPD, **les pratiques liées à la donnée** ne sont que **très peu diffusées** dans les collectivités.

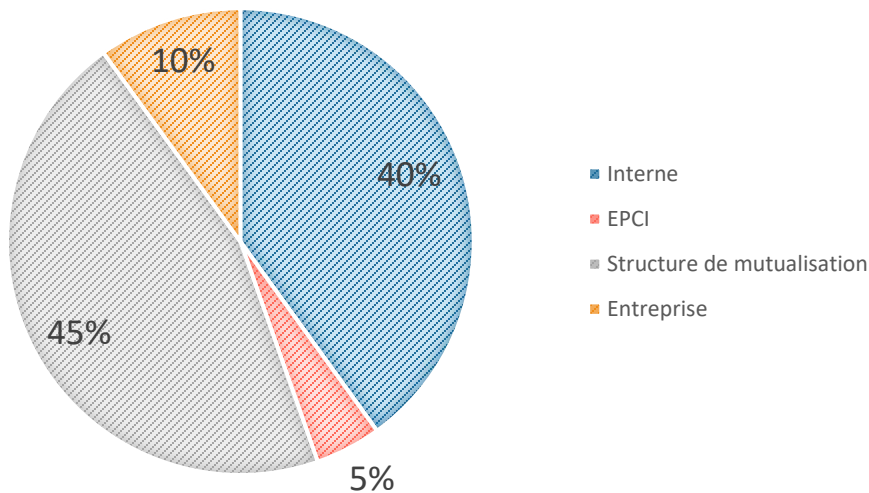
> L'appartenance à un SMI a un **effet considérable sur la mise en place des démarches RGPD dans les collectivités des Hauts-de-France** (+21 points), et favorise également la mise en place de l'archivage électronique (+3) et des GED (+4).

> Les répondants indiquent que **la maturité sur la gestion la donnée est plutôt basse** dans leur collectivité, **avec une moyenne de 4/10**, soit la même note qu'au niveau national.



Exploitation du [fichier de la CNIL](#) avec données du 30/11/2020

NOMINATION DU DPO DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



> Au niveau national, seules 15 600 sur 34 968 communes ont nommé un DPD, **soit 45%, malgré son caractère obligatoire**. En janvier 2020, ce chiffre était de **34%, soulignant sa progression**.

> Dans les Hauts-de-France, ce sont **1813 communes qui ont nommé un DPO, soit 48% d'entre elles**.

> Parmi celles-ci, ce sont **45% qui ont nommé un DPO mutualisé avec leur OPSN**. Dit autrement, **3/4 des communes ayant choisi de mutualiser leur DPO passent par un OPSN**, confirmant l'impact déterminant de ces structures sur ce sujet.

> La raison de la différence des chiffres obtenus avec l'enquête est à chercher auprès de **l'échantillon des collectivités touchées**, qui bénéficient majoritairement des services proposés par les OPSN.

Exploitation du fichier de [l'observatoire Open Data](#) (données d'octobre 2020)

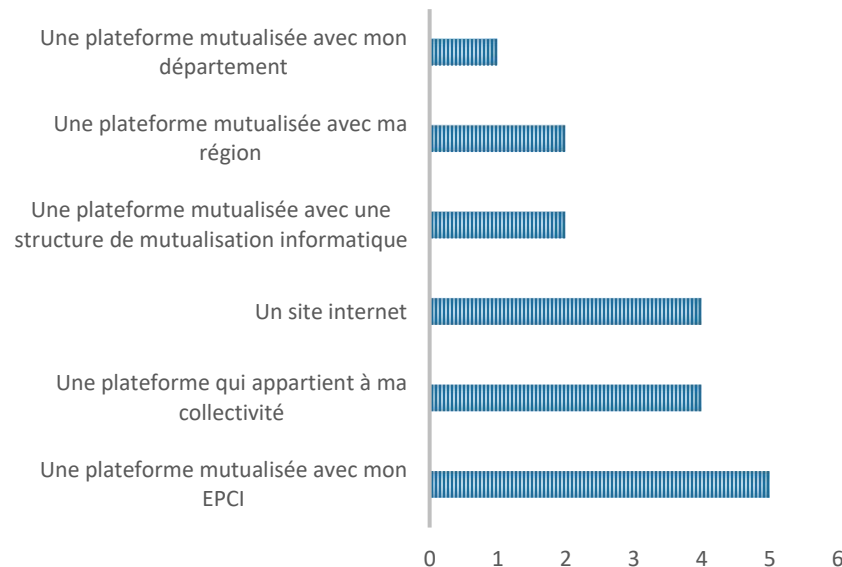
> Au niveau national, **351 communes ont initié une démarche d'open data**, soit **11% des communes concernées** (+ de 3500 habitants).

> Dans les Hauts-de-France, ce sont **30 collectivités, dont 16 communes, qui ont initié une telle démarche**, soit 5% des communes concernées (316). Les chiffres sont cohérents avec ceux de l'enquête.

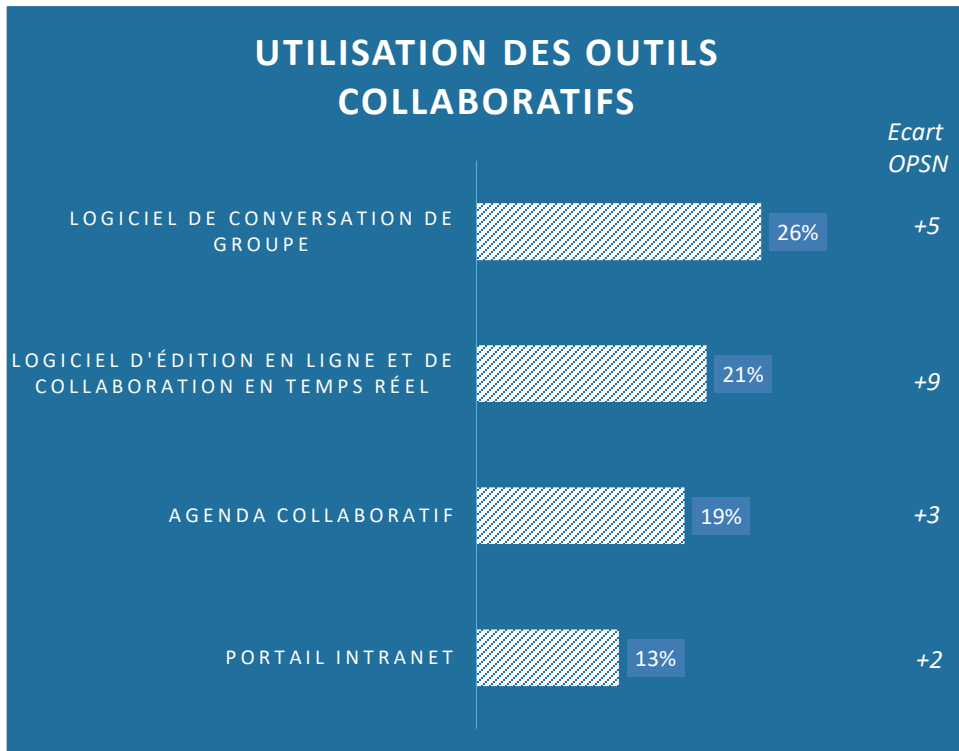
> **L'impact des OPSN sur ce sujet n'est que très faible**. Seules 2 structures ont indiqué publier leurs données sur une plateforme mutualisée avec une structure de mutualisation.

> Pourtant, le **caractère obligatoire de la démarche**, associée au fait qu'elle soit **moins suivie dans les Hauts-de-France**, suggère la **pertinence de proposer un service mutualisé**.

VOUS PUBLIEZ VOS DONNÉES SUR...



« Utilisez-vous les outils collaboratifs suivants dans votre organisation ? »



> L'utilisation d'outils collaboratifs **commence à être répandu dans les collectivités, malgré la taille modeste des collectivités.**

> **Plus d'un quart des répondants indiquent utiliser un logiciel de conversation de groupe** (type Slack / Mattermost), un sur cinq utilise un logiciel d'édition en ligne et un agenda collaboratif.

> Néanmoins, ce genre d'outils démontrant son intérêt en période de travail à distance, ils devraient être **plus largement répandus pour permettre une continuité de service satisfaisante.**

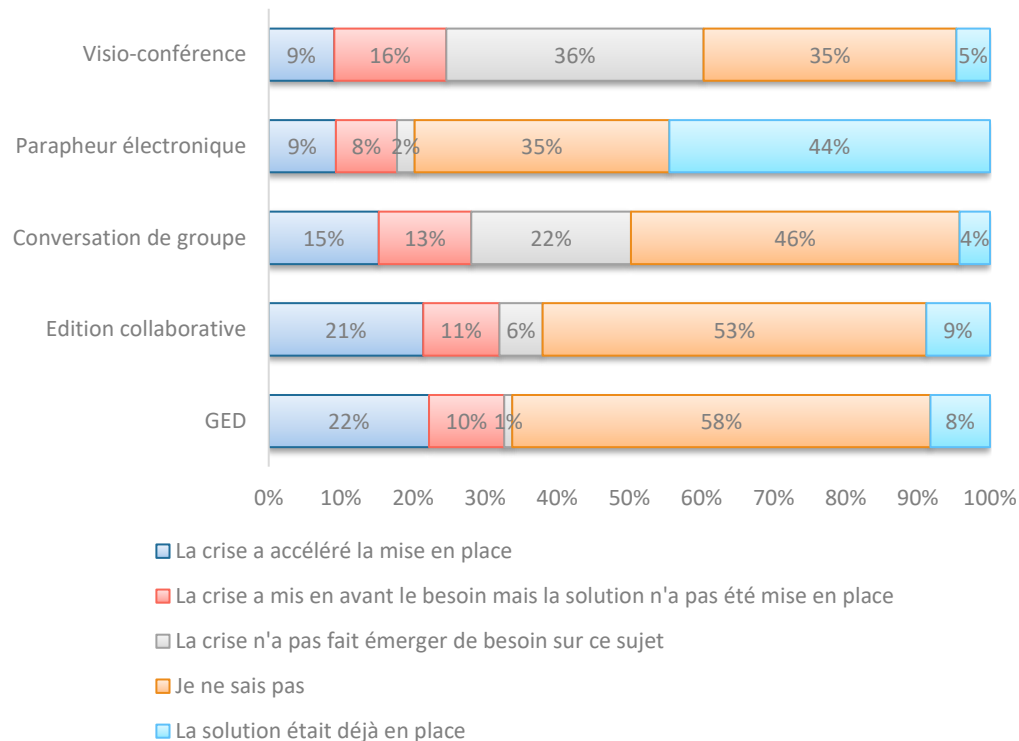
> Les OPSN ont une **influence globale positive sur l'ensemble des logiciels collaboratifs**, et en particulier sur la mise en place des **logiciels d'édition en ligne et de collaboration temps réel (+9)**, ainsi que sur les logiciels de conversation de groupe.

« Est-ce que la crise du Covid 19 a eu une influence sur la mise en place d'un des outils suivants dans votre organisation ? »

> Les répondants jugeaient qu'ils n'avaient **pas les outils numérique pour assurer la continuité de leur travail durant la crise du Covid 19** (moyenne de 4,5/10), **ni la formation suffisante pour utiliser les outils en ligne nécessaires au télétravail** (Non à 59%). Il n'y a pas d'impact des OPSN sur ce sujet.

> L'impact du Covid a été important sur la mise en place d'outils en **accélérant le déploiement d'outils de GED et d'édition collaborative** (autour de 20%), de **conversation de groupe** (15%), moins pour les **parapheurs électroniques** (qui étaient déjà en place) et les solutions de visio-conférence (autour de 10%).

> **Ces chiffres font également apparaître le fait que la crise a fait émerger des besoins qui n'ont pas été satisfaits**, notamment pour les **solutions de visio-conférence** (15%) et de **conversation de groupe** (13%).



> Malgré la taille réduite des collectivités qui ont répondu et notamment de leurs équipes (pour rappel une médiane de 7 agents), le **télétravail est bien en progression dans les collectivités des Hauts-de-France suite à la crise du Covid19.**

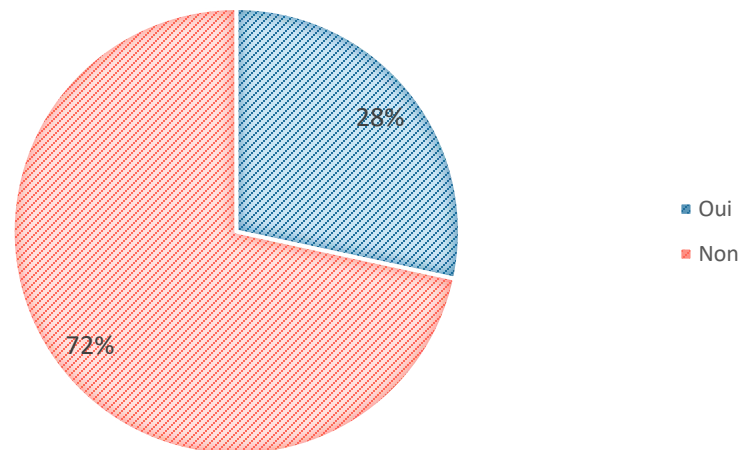
> Avant la crise du Covid, **87% n'avaient pas de jour de télétravail** et 13% en avaient au moins un.

> Le covid 19 a **augmenté ou généralisé la pratique du télétravail pour 28% des collectivités.**

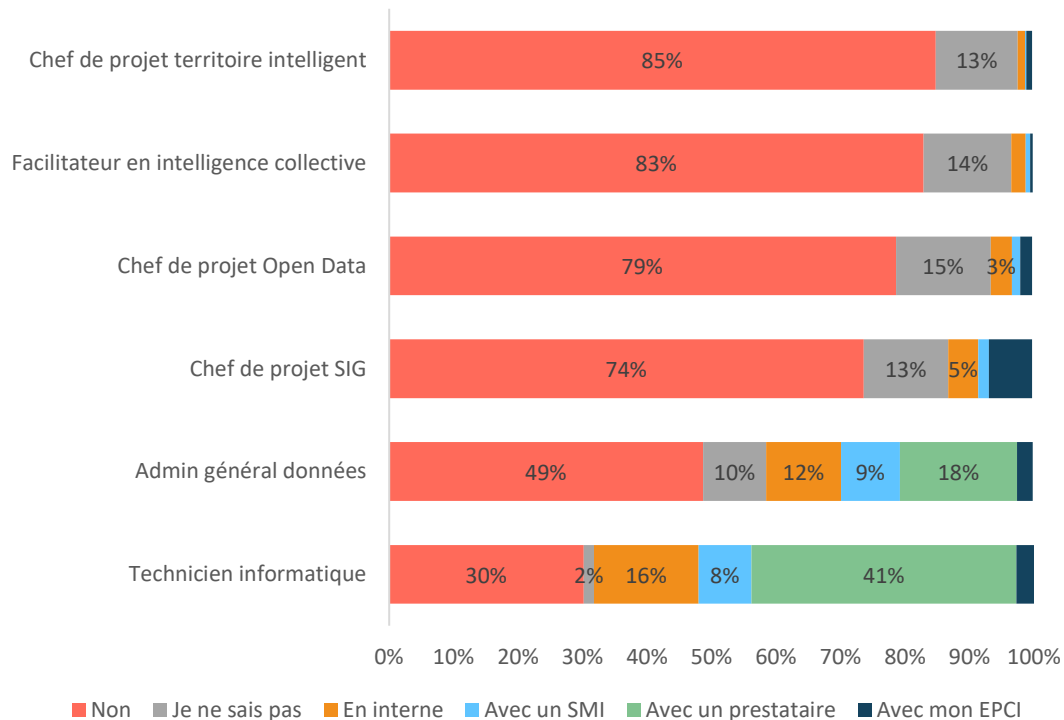
> Après Covid, **65% n'ont encore pas droit au télétravail**, mais 35% ont droit à au moins un jour, et 14% à 3 jours ou plus.

Jours télétravail	Avant la crise	Après la crise	Evolution
0	87%	65%	-34%
Au moins 1 jour	13%	35%	+63%
3 jours et plus	2%	14%	+86%

EST-CE QUE LA CRISE DU COVID 19 A AUGMENTÉ OU GÉNÉRALISÉ LA PRATIQUE DU TÉLÉTRAVAIL POUR CEUX QUI LE PEUVENT, HORS PÉRIODE DE CONFINEMENT ?



Disposez-vous des compétences ou fonctions suivantes ?



> Etant donné la taille des structures dans lesquelles travaillent les répondants, la **plupart des profils ne sont pas mobilisables ou même connus**.

> Seuls les **techniciens informatiques sont disponibles**, et seulement à 16% internalisés. **Le recours à un prestataire informatique** est le cas le plus courant.

> Ces réponses mettent en évidence le manque de compétences disponibles par les collectivités.

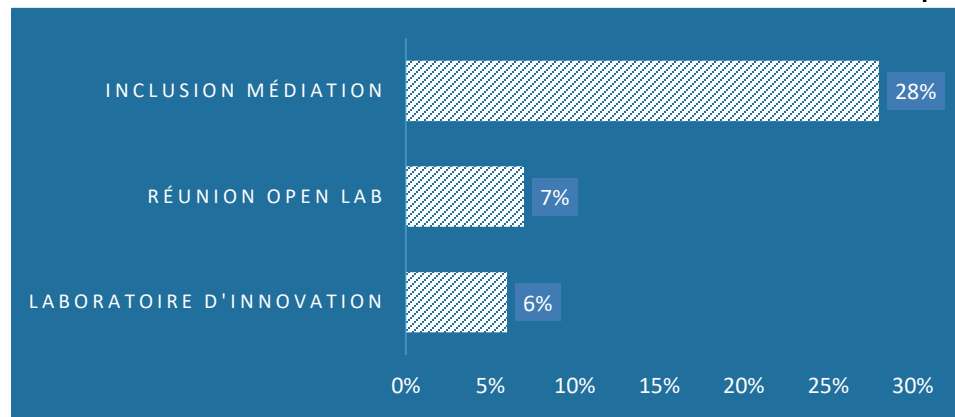
> Par ailleurs, **30% des répondants indiquent avoir un élu référent en charge du numérique**.

> Parmi ceux-ci, **55% ont été nommé en 2020**, 33% entre 2014 et 2020, et seulement 12% avant 2014.

> Les dernières élections sont donc un **marqueur de la prise de conscience de l'importance d'avoir un portage politique sur le sujet du numérique**.

Des démarches en émergence sur le territoire

- > Seulement **6% des répondants ont accès à un laboratoire d'innovation.**
- > **7% ont déjà participé à une réunion animée avec des méthodes d'intelligence collective.**
- > A la question « diriez-vous que vous privilégiez une **méthode orientée usager** pour la mise en place de vos projets », les répondants donnent en moyenne une **note de 3,7/10.**
- > A la question « l'utilisation des **logiciels libres** est-elle encouragée dans votre organisation ? », les répondants donnent une moyenne de 3,6/10.
- > 28% des répondants indiquent toutefois qu'une **démarche d'accompagnement des usagers au numérique** existe sur leur territoire, dans la majorité des cas portée par leur EPCI (15%) ou par eux-même (11%)



EXISTE-T-IL UNE DÉMARCHE D'ACCOMPAGNEMENT DES USAGERS AU NUMÉRIQUE SUR VOTRE TERRITOIRE ? SI OUI, EST-ELLE PORTÉE PAR...



Une problématique à saisir

> **27% des répondants indiquent héberger leurs données en partie ou complètement dans un datacenter (influence de 3 points des OPSN).**

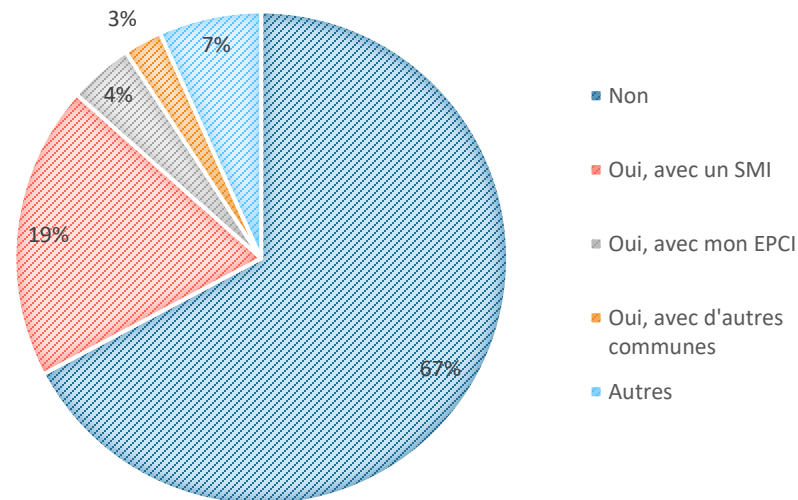
- Pour 4% d'entre eux, c'est en projet.
- Parmi eux, 16% indiquent qu'il minimise son impact environnemental.

> **67% des collectivités utilisent un datacenter non mutualisé.**

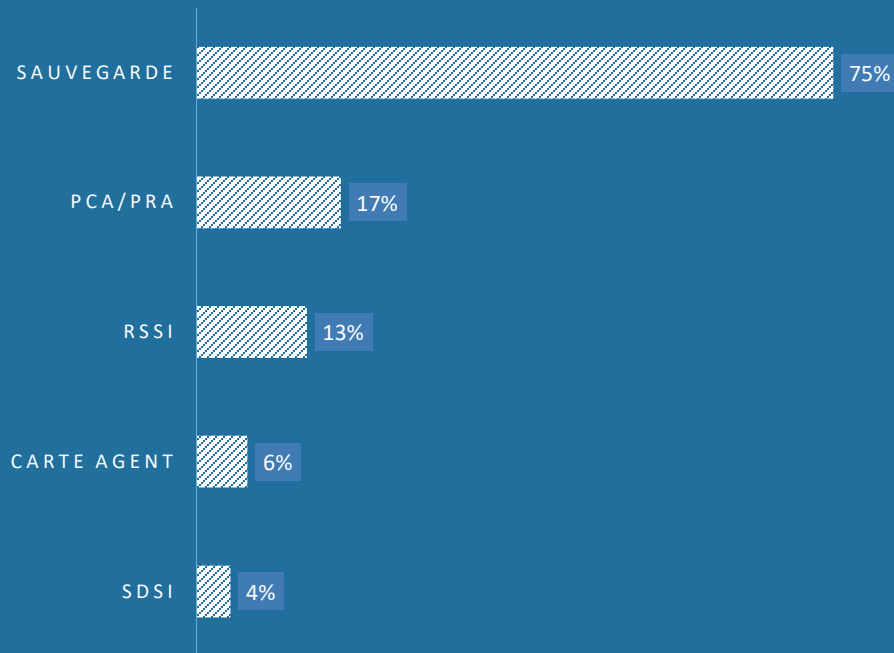
> **9% des répondants seulement ont une filière de recyclage ou de réutilisation des smartphones et ordinateurs.**

> Au vu des **préoccupations grandissantes autour de l'impact environnemental du numérique**, et de la place prépondérante qu'on les termine sur cet impact, ce sujet demeure un levier très important d'amélioration sur lequel **les OPSN pourraient apporter des démarches structurantes.**

LE DATACENTER EST-IL MUTUALISÉ ?



AVEZ-VOUS MIS EN ŒUVRE LES DÉMARCHES SUIVANTES DANS VOTRE ORGANISATION ?

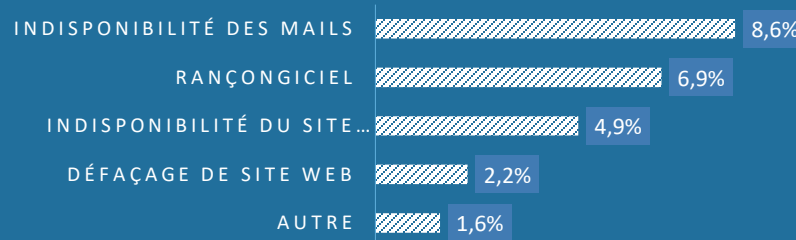


> La **sauvegarde** est une pratique aujourd'hui très répandue, même dans les plus petites collectivités. Elle est effectuée pour **44% en local**, et 31% de façon externalisée. Les autres démarches demeurent encore très rares.

> Sur 13% de collectivités qui ont un RSSI, **6% l'ont en interne, et 7% de manière externalisée** (dont 4% avec un SMI). **4% des répondants indiquent disposer d'un SDSI**, 3% ont le projet d'en faire un.

> Côté cyberattaques, **80 collectivités, soit 18% des répondants, ont indiqué en avoir subi une**, dont les conséquences sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

AVEZ-VOUS DÉJÀ SUBI UNE OU DES ATTAQUES CONTRE VOTRE SYSTÈME D'INFORMATION ?



INTERNES

FORCES

1. **Couverture de l'ensemble du territoire**
2. Couverture d'un large **spectre des métiers des collectivités**
3. **Satisfaction** des adhérents des OPSN
4. Accompagnement pour la **conformité réglementaire** plébiscité (RGPD, dématérialisation)
5. Acteurs de **proximité**
6. **Maturité numérique** accrue des collectivités adhérentes
7. **Tiers de confiance** avec un haut niveau d'expertise

FAIBLESSES

1. **Information** auprès des collectivités à renforcer
2. **Solutions de gestion de la donnée** faiblement proposée
3. **Complémentarité entre OPSN** à approfondir
4. Faible réponse aux **enjeux écologiques**
5. **Reconnaissance institutionnelle** à conforter

OPPORTUNITÉS

EXTERNES

1. **Confiance numérique : Hébergement** des données et **Cybersécurité**
2. Archivage électronique
3. Formation à développer
4. Empreinte environnementale du numérique
5. Mise en place de **démarches de mutualisation entre OPSN** (méta-mutualisation)

MENACES

1. **Hétérogénéité** des structures (frein à la méta-mutualisation)
2. Difficulté à attirer des **talents** (RSSI notamment)

Merci pour votre attention



PARIS – LYON – BRUXELLES – Infhotep.com - [@infhotep](https://twitter.com/infhotep)

